

# Déclaration à la presse de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, avec d'autres chefs d'Etat, sur les efforts internationaux en faveur d'un règlement du conflit israélo-palestinien, à Jérusalem le 18 janvier 2009.

M. EHUD OLMERT - Bonsoir. Monsieur le Président de l'Union européenne, le Premier ministre de la République tchèque, mon ami Mirek TOPOLANEK, Monsieur le Président de la République française, Mon ami Monsieur Nicolas SARKOZY, Madame la Chancelière d'Allemagne, Mon amie Madame Angela MERKEL, Monsieur le Premier ministre britannique, Monsieur Gordon BROWN, Monsieur le Premier ministre d'Italie, Monsieur Silvio BERLUSCONI, Monsieur le Premier ministre d'Espagne, José Luis ZAPATERO, Mesdames et Messieurs, Chers invités. Je voudrais exprimer mon estime toute personnelle et l'estime du peuple d'Israël à vous tous, dirigeants des Etats européens, pour l'expression de soutien très impressionnante à l'Etat d'Israël dont vous avez fait preuve et vos préoccupations pour sa sécurité. Ce front uni que vous représentez, cette position sans compromis pour ce qui concerne la sécurité de l'Etat d'Israël, réchauffent nos coeurs et nous renforcent en cette heure si sensible et complexe.

Chers invités, il y a plus de trois semaines, le gouvernement d'Israël a décidé de lancer une opération militaire afin de changer la situation sécuritaire pour les localités du sud d'Israël. La réalité dans laquelle ont vécu durant de longues années, les habitants de la ville de Sderot et des localités autour de la bande de Gaza, villages et villes, était intolérable et impossible à vivre pour eux en tant que civils et intolérable pour nous tous en tant qu'Etat. Aucun Etat souverain ne peut accepter une atteinte à ses citoyens, aucun régime ne peut accepter des tirs sans distinction sur ses habitants. A cette occasion, je voudrais présenter mes condoléances sincères aux familles qui ont perdu leurs proches, les soldats pendant les combats et les familles victimes du terrorisme qui font partie de notre quotidien, qui sont proches de nous chaque jour. Leur héroïsme, leur force de caractère sont pour nous une source d'inspiration et de fierté. Aujourd'hui, après trois semaines durant lesquelles l'armée israélienne et les forces de sécurité ont mené des opérations militaires de grande envergure et brillantes qui ont frappé fortement le Hamas, après avoir réalisé les objectifs qui étaient les nôtres au début de nos opérations, nous avons décidé de suspendre le feu et cela pour répondre à la demande du Président égyptien Monsieur Hosni MOUBARAK. Je voudrais ajouter que si ce cessez-le-feu est stable et en particulier aux vues de ce que nous avons entendu aujourd'hui, l'Etat d'Israël n'a aucunement l'intention de rester dans la bande de Gaza. Nous voulons quitter la bande de Gaza le plus rapidement possible, dès que nous serons assurés que ce cessez-le-feu est respecté, stable et qu'il n'y a plus de risque pour la sécurité du sud de notre territoire. Nous ne sommes pas venus pour conquérir Gaza, nous ne sommes pas venus prendre possession de Gaza, nous ne voulons pas rester à Gaza, et nous avons l'intention de quitter ce territoire le plus rapidement possible.

Vous venez tous d'arriver d'Egypte où vous avez exprimé votre soutien aux efforts sincères du Président égyptien et son engagement pour promouvoir une solution et pour parvenir à un cessez-le-feu qui soit stable et durable. Il est clair aujourd'hui que pour obtenir un tel cessez-le-feu, il faut empêcher le Hamas de reconstruire ses capacités militaires par la contrebande d'armes massives qui viennent d'Iran et de Syrie vers la bande de Gaza. Chers amis, dirigeants

européens, dans une lettre que j'ai reçue hier de votre part, le Premier ministre britannique, Monsieur Gordon BROWN, le Premier ministre italien, Monsieur Silvio BERLUSCONI, la Chancelière allemande, Madame Angela MERKEL et le Président de la République française, Monsieur Nicolas SARKOZY - mais je suis sûr que cette lettre est représentative aussi des autres dirigeants présents ici ce soir et des autres dirigeants européens en général -, vous avez exprimé votre engagement profond à faire tout ce qui est possible pour empêcher la contrebande d'armes, pour que ces armes ne tombent pas aux mains des groupes d'assassins de Gaza. Nous devons maintenant traduire cet engagement qui est le vôtre en coopération avec les Etats-Unis et l'Egypte, les Etats-Unis avec qui nous avons signé un accord à ce propos pour mener des actions nécessaires, pour empêcher le Hamas de se réarmer. C'est un intérêt essentiel, l'intérêt premier de ceux qui veulent que ceux du mal soient vaincus, c'est l'intérêt aussi de tous ceux qui croient profondément au processus de paix et veulent le promouvoir entre nous et les Palestiniens. Ce n'est un secret pour personne que le gouvernement sous ma direction et avec l'aide et la participation active du ministre des Affaires étrangères, du Premier ministre suppléant Tzipi LIVNI, et du ministre de la Défense Ehud BARAK, a décidé que la priorité essentielle et première était le processus de paix avec le peuple palestinien, et cela avec la sécurité d'Israël. Nous espérons la stabilité à Gaza, un cessez-le-feu. La déstabilisation du pouvoir du Hamas permettra le renforcement du Président Abou Mazen, et nous permettra de promouvoir le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, et cela le plus rapidement possible. Tous, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, tous les efforts nécessaires, comme nous les avons faits depuis deux ans maintenant, pour promouvoir cette idée et pour accélérer les choses. En ce qui nous concerne, par préoccupation humaine, nous avons continué à faire ce qui était nécessaire afin d'empêcher une crise humanitaire dans la bande de Gaza et afin d'aider les civils innocents qui sont les victimes de l'organisation terroriste qu'est le Hamas. Nous voulons oeuvrer avec vous, de concert, afin de permettre à la population palestinienne de la bande de Gaza d'avoir de meilleures conditions de vie dans le calme et le bien-être et par des efforts communs et réfléchis, empêcher le Hamas de reprendre le dessus, nous pourrons le faire ensemble et donc à cette occasion je voudrais encore une fois exprimer la douleur de tout l'Etat d'Israël, ses regrets profonds, le regret profond des soldats de l'Etat d'Israël pour les pertes et les victimes civiles de la bande de Gaza qui sont des victimes innocentes, qui sont devenues otages des assassins du Hamas. Ce n'est pas contre eux que nous avons combattu, ce n'est pas eux que nous voulions atteindre, ce n'est pas leurs enfants que nous voulions atteindre, ni leurs parents, ni leur famille et au nom de l'Etat d'Israël et au nom du gouvernement d'Israël, j'exprime ici ma profonde douleur pour ces victimes.

Enfin pour conclure, je ne peux pas ne pas évoquer la destinée du soldat otage Gilad SHALIT qui est aussi citoyen français. Nous allons continuer à oeuvrer avec vous et avec votre aide, et faire tout le nécessaire afin d'arriver à sa libération, libération que nous attendons depuis si longtemps. Chers amis et chers collègues, ces amitiés personnelles entre nous - et peut-être vont-elles parfois au-delà du protocole diplomatique habituel -, ce sont des amitiés qui sont d'une valeur extraordinaire et c'est un devoir très agréable pour moi que de vous remercier, chacun personnellement, pour cette amitié personnelle dont vous avez fait preuve à mon égard et pour l'amitié dont vous avez fait preuve envers l'Etat d'Israël et le peuple d'Israël. Merci infiniment à vous tous.

M. MIREK TOPOLANEK - Chers amis, chers collègues européens, j'occupe actuellement les fonctions de Président de l'Union européenne et je tiens à remercier ceux qui ont organisé cette manifestation et m'ont invité à venir ici pour représenter la République tchèque. La République tchèque approuve et applaudit la décision du gouvernement israélien de suspendre les tirs dans la bande de Gaza, espérant établir ainsi une paix durable pour que les peuples des deux côtés puissent reprendre leur vie normale tout en reconnaissant les droits souverains ayant trait à l'autodéfense. En reconnaissant la nécessité du cours actuel des opérations militaires, nous ne pouvons que déplorer la perte de vies humaines innocentes.

Mesdames et Messieurs, nous arrivons d'Egypte où nous avons participé à une conférence

particulière que je voudrais très brièvement résumer ici. Nous avons été accueillis par le Président égyptien Hosni MOUBARAK, le Roi de Jordanie s'y trouvait également, ainsi que le Président de la République française, ainsi que le Président turc, ainsi que la Chancelière allemande, Gordon BROWN pour le Royaume-Uni, Silvio BERLUSCONI pour l'Italie et José ZAPATERO pour l'Espagne, le Secrétaire général des Nations Unies et le Secrétaire général de la Ligue arabe. En tout cas, les participants ont apprécié le rôle d'intermédiaire dans les efforts de paix de l'Egypte, reconnaissant la nécessité d'une paix juste pour Israël, d'un arrêt des tirs de roquettes en direction de son territoire, de mettre fin à la contrebande d'armes, à la fois par voies terrestres et maritimes. Tous les participants ont mis l'accent sur la situation humanitaire de la population de Gaza et sur la nécessité de rouvrir les voies de passage. Le Roi de Jordanie a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la situation du peuple palestinien, et ceci dès que possible sinon ce peuple sera confronté à des problèmes bien plus graves encore qu'il deviendra impossible de gérer et de contrôler.

La Présidence tchèque considère qu'il est absolument essentiel de régler ce problème. Les participants ont lancé un appel pour renouveler le processus de paix dès que possible et sont arrivés à la conclusion que l'administration américaine qui va bientôt prendre ses fonctions pourra jouer un rôle essentiel et nous espérons que la question du Moyen-Orient deviendra sa priorité en matière de politique étrangère. Evidemment, il nous faut continuer à fournir une aide humanitaire à la population palestinienne, contrôler en même temps la contrebande d'armes, pour que l'on ne puisse plus faire passer ces armes. L'Egypte ne doit pas laisser passer des armes sur son territoire.

Pour conclure, permettez-moi d'exprimer ou peut-être d'essayer de vous convaincre du fait que les pays d'Europe sont préparés à encourager et à soutenir le processus de paix dans l'ensemble de la région. J'en profite donc pour vous remercier, chacun d'entre vous, chers amis, d'être là, d'être présents pour participer à cette rencontre.

Je donne la parole au président de la République française, M. Nicolas SARKOZY.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, Monsieur le Premier ministre, nous avons tous le sentiment de vivre un moment historique ici, à Jérusalem, lorsque nous voyons rassemblés autour du Premier ministre Ehud OLMERT l'ensemble des dirigeants politiques israéliens : Madame Tzipi LIVNI, Monsieur BARAK, Monsieur NETANYAHU.

Cela montre que ce qui est en cause, c'est l'avenir de l'Etat d'Israël, qui va bien au-delà de celui ou de celle qui gagnera les élections. Qu'il me soit permis de parler en ami d'Israël. Toute l'Europe ne transigera jamais pour le droit à la sécurité de l'Etat d'Israël. Et vous savez pouvoir compter sur nous. Mais les amis doivent se dire les choses. Nous n'avons pas soutenu et approuvé l'intervention de Tsahal à Gaza. Pourquoi ? Nous connaissons et nous avons reconnu la faute initiale du Hamas. Avec les roquettes qui ont conduit à l'interruption de la trêve. Mais nous pensons que la place de Tsahal n'est pas à Gaza.

Toute ma vie politique, je me suis senti, vécu, comme un ami d'Israël. Et un ami dit ce qu'il pense parce que c'est grâce à sa franchise que l'on sait que, quand il y a des ennuis, on peut compter sur lui. La décision du gouvernement israélien, unanime, d'arrêter le feu est une décision que nous soutenons. C'est une décision digne d'un Etat démocratique. Et nous disons : « ce n'est qu'un premier pas. Il faut aller plus loin ». Parce que dans cette région du monde que vous connaissez par définition mieux que nous, on a perdu trop de temps, depuis trop d'années. On a manqué trop d'occasions dans les mains de trop d'hommes d'Etat qui ont essayé et qui n'ont pas réussi.

Alors, maintenant, c'est à nous d'essayer. C'est très important ce qu'a dit Ehud OLMERT au nom du cabinet israélien, que si les tirs de roquettes s'arrêtent, Tsahal quittera Gaza.

C'est extrêmement important. Car, enfin, nous sortons du cercle vicieux des provocations et des réactions vers un cercle vertueux de l'espoir. Et si, malgré tout, on se décidait à se faire confiance parce que nous n'avons pas d'autre choix ?

Monsieur le Premier ministre, c'est toute l'Europe qui est décidée à vous aider. Nous avons avec Angela MERKEL et Gordon BROWN, nous vous avons envoyé une lettre pour vous dire : « nous sommes prêts à mettre nos bateaux à votre disposition pour qu'il n'y ait pas de contrebande

sommes prêts à mettre nos bateaux à votre disposition pour qu'il n'y ait pas de contrebande d'armes, par la mer, vers Gaza ».

Nous avons dit au Président MOUBARAK, dont je veux saluer une nouvelle fois le courage, l'homme qui a fait la paix avec Israël et l'homme qui aujourd'hui essaye de faire la paix, que nous sommes prêts à l'aider par des observateurs, par de la technologie, pour qu'il n'y ait plus de contrebande d'armes.

Mais nous vous disons aussi : « aidez-nous à être vos amis. Vous êtes une nation démocratique, c'est à vous de montrer le chemin. Et l'ensemble du monde vous suivra ».

Qu'il me soit permis une dernière remarque. Il faut profiter de cette lueur d'espoir pour mettre maintenant tout sur la table. Ce n'est pas plus d'efforts de faire un grand plan de paix définitif qu'un petit plan de paix provisoire. Ce sont les mêmes interlocuteurs, à la même époque, au même moment. Prenons les risques pour la paix. Les marges de manoeuvre, nous les trouverons en mettant tout sur la table. Et une fois Tsahal retiré de Gaza, il faudra proposer un sommet au Président de l'Autorité palestinienne pour parler avec lui. Comment l'Etat palestinien vivra-t-il en paix avec l'Etat d'Israël ? C'est une discussion qui vous appartient et que vous devez engager. Sachez qu'il faudra ensuite, tout de suite, convoquer la grande conférence internationale qui permettra enfin d'établir la paix, cette année, dans cette région du monde. Bien sûr, nous aurons besoin des Etats-Unis d'Amérique. Personne n'a l'idée de les exclure. Mais personne, non plus, ne veut attendre. Et nous espérons qu'ils s'engageront puissamment pour apporter les garanties nécessaires.

Vous le voyez, nous sommes venus en amis. Nous tendons la main à tout le monde parce que nous sommes convaincus que l'Europe peut porter un message de paix. Si l'Europe est forte, si l'Europe est décidée et si l'Europe a le courage de parler à tout le monde.

Un mot, vraiment, enfin. Nous voulons que le soldat SHALIT, le caporal SHALIT soit libéré. Pas simplement, Monsieur le Premier ministre, parce qu'il est moitié Français, parce qu'il le faut. Parce qu'il y a eu trop de souffrance. Et nous souhaitons qu'Israël soit prête aussi à libérer des prisonniers. Pour que, là aussi, on en finisse avec la douleur de centaines de familles qui maintenant doivent aspirer à la paix.

J'espère que vous avez compris que nous n'avons aucune leçon à donner à Israël. Simplement un témoignage d'amitié, celui de la franchise, celui de la vérité et finalement celui de l'audace. Je vous remercie.

MME ANGELA MERKEL - Monsieur le Premier ministre, cher Ehud OLMERT, chers représentants du gouvernement israélien, du Parlement, de l'opposition, Mesdames et Messieurs.

Aujourd'hui, nous sommes dans un voyage symbolique et inhabituel. D'abord nous avons été chez le Président égyptien, Monsieur MOUBARAK, et maintenant nous sommes ici, avec vous, cher Ehud OLMERT, pour clarifier et faire bien comprendre qu'il est pour nous essentiel que cette région puisse enfin vivre en paix.

Nous, Européens, pouvons peut-être mieux que d'autres comprendre et ressentir combien les choses sont sensibles quand on ne peut pas maintenir la paix dans son propre territoire au quotidien. Je le dis parce que naturellement, Israël comme n'importe quel autre pays a le droit de pouvoir vivre en paix et que ses habitants puissent ne pas être menacés dans leur vie quotidienne.

Donc il faut arriver à une paix durable et il est aussi essentiel de travailler, après l'action militaire. Le cessez-le feu unilatéral nous semble tout à fait pertinent parce que cela permet d'entrouvrir une porte pour essayer d'arriver à une paix durable, enfin.

Nous croyons et sommes persuadés - c'est la raison pour laquelle le Président de la République française, Gordon BROWN et moi-même avons écrit cette lettre hier, mais c'est notre conviction à tous, ici -, qu'Israël doit être assurée que la contrebande d'armes à travers les frontières maritimes ou terrestres cesse. Et tout ce que nous pouvons faire au niveau technique pour y aider, nous allons le faire. Nous croyons et sommes persuadés que bien sûr la situation humanitaire dans la bande de Gaza doit être améliorée de toute urgence. Cela signifie que les points de passage doivent être rouverts le plus rapidement possible.

Il était très important, Monsieur le Premier ministre, cher Ehud, que, encore une fois, il soit bien

précisé clairement ici qu'Israël se retirerait de la bande de Gaza dès que les conditions le permettraient.

Nous voulons soutenir les actions humanitaires. Il y a beaucoup de projets de la Commission européenne et des membres de l'Union européenne. Nous voulons aussi avoir à faire aux autorités palestiniennes légitimes et les renforcer. Nous en avons parlé aujourd'hui aussi avec le Président Mahmoud ABBAS.

Nous savons que la situation, maintenant que les armes se sont tues, est extrêmement fragile, que c'est une petite lueur d'espoir. Au-delà des mots, il faut prendre des mesures qui permettront d'arriver à une stabilisation et que l'on puisse se réengager dans le processus de paix, parce qu'il n'y a pas d'alternative au processus de paix et à la solution de deux Etats pour deux peuples. Et donc, il faut absolument que le droit à l'existence de l'Etat d'Israël comme Etat juif soit reconnu, comme le droit à l'existence d'un Etat palestinien doit être assuré.

Donc nous allons oeuvrer de concert avec nos amis américains pour soutenir ce processus.

L'Europe est venue aujourd'hui avec une représentation très importante pour montrer, et vous prouver, que nous avons l'intention d'agir. Nous sommes voisins. Nous sommes très proches les uns des autres. Il est donc de notre intérêt que nous réussissions à vivre dans un monde pacifié, enfin.

Merci.

M. GORDON BROWN - Je suis venu ici de Grande-Bretagne et ce matin d'Egypte pour vous dire que nous - quand je dis nous, c'est l'ensemble des dirigeants européens représentés ici ce soir -, allons faire tout notre possible pour appuyer le cessez-le feu qui sera le fondement, les racines, la base d'un traité de paix permanent.

Par « cessez-le feu », nous entendons la cessation des tirs de roquettes du territoire de la bande de Gaza vers Israël, et nous veillerons à ce que notre soutien permette que les citoyens du sud d'Israël ne reçoivent plus de roquettes.

Mais nous ajoutons également l'élément de la contrebande des armes qu'il faut absolument empêcher et, Monsieur le Premier ministre, nous voulons vous dire que nous allons tout faire pour faire cesser la contrebande des armes par voie terrestre ou maritime. Nous considérons que le contrôle du trafic d'armes ainsi que la cessation des tirs de roquettes sur Israël sont absolument vitaux à la survie du peuple d'Israël et pour qu'il mène une vie normale.

Vous venez de dire, Monsieur le Premier ministre, que vous vouliez que les troupes israéliennes quittent la bande de Gaza aussi vite que possible. J'espère que cela sera possible et j'espère aussi que nous allons voir l'ouverture des points de passage. Parce que je suis convaincu que cela constituera l'étape qui suivra immédiatement le cessez-le-feu pour nous amener vers un traité de paix permanent. Je sais que vous allez tout faire pour que l'aide humanitaire parvienne aussi vite que possible aux habitants de la bande de Gaza car nous déplorons la mort d'innocents et nous savons que tant de blessés attendent ardemment une aide médicale. Nous voudrions vous dire que nous sommes heureux que vous promettiez de faire tout cela aussi vite que possible pour soulager cette souffrance, ce qui permettra d'améliorer le climat. Nous avons fait montre d'amitié au cours des années et tous vos amis de l'Union européenne, tous ces pays sont vos amis.

Je voulais vous dire que je suis vraiment heureux de passer cette soirée avec vous. Mais nous ne sommes pas là uniquement pour parler du cessez-le-feu, de la fin de la contrebande d'armes.

Nous sommes là pour parler d'un traité de paix permanent avec un Etat palestinien stable socialement et économiquement. La paix véritable et définitive peut sembler un but bien lointain à l'heure actuelle, mais je considère qu'une voie a été ouverte vers cette paix parce que je suis convaincu que les dirigeants européens représentés ici ce soir, et les dirigeants des parlements représentés ici ce soir, veulent s'engager aussi sur cette voie de la paix. Il y a encore beaucoup à faire pour que cette paix devienne permanente et durable mais je pense, laissez-moi vous le dire, qu'avec la nouvelle administration américaine qui a déjà exprimé, par la voie de M. OBAMA, son désir de parvenir à cette même paix durable, eh bien, tous ensemble, nous allons faire en sorte que la paix soit donnée à Israël et qu'un Etat palestinien viable soit créé. Nous allons travailler tous ensemble de concert au cours des mois à venir dans cette direction.

Monsieur le Premier ministre, je tiens à vous remercier de m'avoir invité ce soir, de nous avoir invités et je remercie tous les représentants et dirigeants des partis politiques israéliens et tous les dirigeants qui sont présents.

Merci beaucoup.

M. SILVIO BERLUSCONI - Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir pour vous faire part du soutien que nous, dirigeants de l'Union européenne, ainsi que le Président de l'Union européenne, voulons vous apporter. On a déjà dit qu'aujourd'hui nous avons partagé une expérience essentielle, déjà ce matin à Charm El Cheikh. Je tenais à vous dire, en mon nom et au nom de mon pays, que depuis toujours nous nous sentons proches de vous. Nous comprenons vos difficultés, celles que vous affrontez. Vous vous souvenez certainement que c'était le Président de l'Union européenne qui a décidé d'inscrire le nom du Hamas sur la liste des organisations terroristes, à l'époque où l'Italie était Présidente de l'Union européenne. Et vous vous souvenez qu'Israël était la seule démocratie au Moyen-Orient à l'époque. Si nous avons oeuvré pour cela, c'est parce que nous nous sentons proches sur le plan de la civilisation mais avons aussi des règles au sein de l'Union européenne qui m'ont permis d'oeuvrer pour permettre d'agir dans cette direction.

Je suis totalement convaincu que nous devons poursuivre dans la voie de la paix, tous ensemble, en ce qui concerne la situation actuelle. Comme par le passé, vous pouvez compter sur l'Italie, sur mon gouvernement. Nous sommes à vos côtés. Nous sommes prêts à tout faire chaque fois qu'il sera possible d'agir pour faire progresser l'idée de deux Etats pour deux peuples. Avec le Président BUSH, nous étions déjà en faveur de cette politique et nous avons oeuvré pour essayer de mener à bien le plan qui devait, en 2008, conduire à une solution de ce problème. Rappelez-vous qu'à l'époque, on parlait d'un fossé de 6% de points de divergence avec l'Autorité palestinienne. Un problème de territoire disputé et nous n'avons pas pu signer le traité que nous espérions pouvoir signer en 2008. Mais je tiens à vous dire que l'Italie et l'Europe vont aider l'économie palestinienne pour aller de l'avant. Nous sommes prêts aussi à apporter notre contribution en unités militaires s'il le faut. Nous avons 2 500 soldats que nous avons déjà postés à la frontière libanaise. Nous sommes prêts à le faire également entre Israël et la bande de Gaza. Nous sommes prêts à apporter une aide humanitaire. Demain, notre gouvernement votera l'envoi d'une aide d'urgence à Gaza et nous recevrons dans nos hôpitaux des enfants qui ont été blessés et ont besoin d'être soignés. Sachez que nous sommes disponibles, nous sommes prêts avec tous les Etats européens à veiller à ce qu'aucun armement ne soit introduit en contrebande par voie terrestre ou maritime. Nous avons, en Italie, décidé de vous fournir tous les moyens technologiques, qui sont de très haut niveau, pour détecter toute contrebande d'armes. Vous choisirez bien entendu ce qui vous convient.

Quand nous avons entendu aux informations que des roquettes étaient tirées sur le sud d'Israël, nous avons de tout coeur ressenti l'imminence du danger sur votre population et nous l'avons ressentie comme si c'était nous qui étions touchés. Parce que nous sommes, comme vous, une démocratie. C'est pourquoi, maintenant que vous avez déclaré vous-même que toutes les possibilités militaires avaient été épuisées, et que le Hamas lui-même a accepté un cessez-le-feu, en tout cas temporaire, eh bien, nous voulons vérifier la possibilité de poursuivre ce processus de paix avec le soutien de l'ensemble de la communauté occidentale. L'Italie aidera autant qu'elle le pourra.

Merci

M. JOSE LUIS ZAPATERO - Monsieur le Premier ministre OLMERT, Mesdames et Messieurs, les membres du gouvernement d'Israël, Madame la Présidente du Parlement israélien et Mesdames et Messieurs les représentants des forces politiques de ce pays, je voudrais exprimer ma satisfaction pour le fait que, pour la première fois, je suis sur votre terre et cela arrive un jour où a été déclaré le cessez-le-feu, cessez-le-feu qui était le désir profond et unanime de la communauté internationale et de l'immense majorité des citoyens de la planète, depuis plusieurs semaines maintenant. Un cessez-le-feu donc, que nous désirons voir se consolider. Un cessez-le-feu qui doit inclure le retrait des troupes israéliennes et les garanties de sécurité pour Israël. Un cessez-le-feu qui doit donner lieu au retour et à l'intensification du processus de paix. Ce mot, en quatre

re-levé qui doit donner lieu au retour et à l'intensification du processus de paix. Ce mot, en quatre lettres, est certainement le mot qui éveille le plus d'espoir dans le monde. Parler de la paix dans cette région, c'est parler de la paix dans le monde. Parvenir à la paix ici, c'est renouveler les espérances de millions d'êtres humains et leur croyance dans la capacité du dialogue, de la coopération et de l'harmonie. L'Espagne et l'Union européenne seront des constructeurs fermes de la paix pour un processus de paix juste, qui garantisse la sécurité d'Israël et qui permette la naissance de l'Etat palestinien. L'Union européenne et tous les pays qui la composent, nous serons associés à ceux qui seront loyaux, généreux pour soutenir ce processus de paix, processus de paix qui commencera par la consolidation du cessez-le-feu, par la reconstruction de Gaza, par le transfert de toute aide humanitaire nécessaire pour essayer de remédier aux souffrances et aux douleurs des civils.

Ici, au nom du gouvernement espagnol, je tiens à exprimer mon soutien à toutes les victimes de ce long conflit qui dure depuis des décennies. En évoquant ces victimes, je tiens à exprimer mes condoléances et mon soutien à toutes les familles touchées. La paix est notre tâche. La paix doit être possible sur cette terre. La paix qui est le fondement d'une nouvelle compréhension de la cohabitation pour le Proche-Orient que ce soit la base d'une entente définitive entre diverses religions, cultures, civilisations. Nous en savons quelque chose en Europe. C'est la meilleure preuve de ce que l'on peut faire sur la base des valeurs de liberté, de pluralité, de la démocratie. Pour la paix, par la paix, au nom des droits de l'Etat d'Israël, au nom de notre amitié, l'Espagne contribuera et soutiendra l'Union européenne, le Conseil de la Commission européenne dans leur tâche de gestion, de soutien à la communauté internationale pour prendre ces mesures définitives qui nous amèneront à la paix.

Monsieur le Premier ministre OLMERT, ce jour de cessez-le-feu doit ouvrir de nouvelles portes et doit nous mener vers une nouvelle ère, différente des dernières décennies, où nous n'avons eu que de rares moments d'espérance. Il faut faire passer à votre gouvernement et au peuple d'Israël le message que cela vaut la peine d'essayer à nouveau et que vous pouvez compter sur la communauté internationale en son entier en faveur d'une paix juste. Vous pourrez compter sur l'amitié loyale et toujours honnête, car nous disons toujours ce que nous pensons de nous, pays européens et bien entendu de nous, Espagnols. Je vous souhaite beaucoup de chance. Et je vous souhaite le meilleur ici en Israël.

Merci.